OPINION

LES SOCIALISTES N'ONT PAS OUBLIÉ LEURS VALEURS

*PAR JEAN-PIERRE SUEUR**

Le Congrès de Toulouse du PS marque la fin de la « culture d'opposition » qui fut longtemps l'essence même d'une gauche qui – tel Don Juan dans ses tribulations amoureuses – préférait, au fond, la conquête à l'exercice du pouvoir, comme si elle craignait confusément de se renier dans les ornières de la gestion.

A Toulouse, les socialistes ont pris acte de leur évolution. Pour la première fois depuis 1905, un Congrès socialiste a applaudi un taux d'inflation. Les contraintes économiques ne sont plus seulement les « prétendues lois que l'on présente à droite comme éternelles, analogues à celles de la cosmologie » (1). Avant de répartir, il faut produire. Le rôle de l'État n'est pas, d'abord, de produire. Il est d'administrer. Et les techniques administratives, efficaces dans leur sphère, ne sont pas les mieux adaptées à l'activité économique. Notre socialisme ne se construira pas sur les décombres des valeurs de l'entreprise. Le marché n'est pas une maladie honteuse. Notre horizon n'est plus une rupture mythique. C'est la société mixte, modèle qui récuse à la fois l'économie administrative et le libéralisme sauvage. Notre méthode est celle du compromis social, ce qui signifie que notre objectif n'est plus l'anéantissement de l'un des partenaires du jeu social. Enfin, dans l'ordre politique, nous avançons la logique du contrat.

■ *Au Congrès de Toulouse, du 11 au 13 octobre dernier, les socialistes ont applaudi pour la première fois un taux d'inflation.* (Photo Gamma.)

Donc, à Toulouse, les socialistes se sont mis au clair avec eux-mêmes. Ils ont mis leurs discours en conformité avec les actes de leurs ministres. Les mots ont retrouvé les choses.

Mais si le réalisme est nécessaire, le « pragmatisme » n'est pas un objectif en soi. Si la rigueur est indispensable, nous ne sommes pas des adeptes de la « rigueur pour la rigueur ». A trop vouloir « calmer le jeu », les socialistes brouilleraient leur message, affadiraient leurs valeurs, se perdraient dans une sorte de « libéralisme mou », étranger à ce qu'ils sont.

C'est pourquoi il est heureux que, lors de leur Convention nationale des 9 et 10 novembre, les socialistes aient choisi de mettre en avant leurs valeurs, montrant par là que pour eux le réalisme économique n'est pas antinomique de la transformation sociale. Il en est, au contraire, la condition.

Quelles sont donc ces valeurs que nous allons défendre dans les prochains mois?

La solidarité, d'abord. Celle-ci passe par un autre partage des revenus. Et, à cet égard, si la baisse des prélèvements obligatoires fut une bonne chose, il nous faut, pour l'avenir, nous interroger sur son caractère uniforme. Le déséquilibre, prévisible, de l'assurance vieillesse appelle deux types de solutions antagonistes : la première renvoie à des solutions exclusivement individualistes, et est destructrice de solidarité; les socialistes ont choisi la seconde qui vise d'abord à mieux proportionner les cotisations de chacun à ses revenus réels. Mais la solidarité doit également s'appliquer en matière d'emploi. Chacun sait aujourd'hui qu'une meilleure croissance – bien sûr nécessaire – ne suffira pas à résoudre le problème du chômage. Il n'est pas de solution en dehors d'un meilleur partage du travail, ce qui passe à la fois par la réduction de sa durée selon diverses modalités (allant des réductions d'horaires au développement du temps partiel, en passant par la mise en place de la retraite progressive), et par un aménagement du travail lui-même visant à mieux utiliser les équipements existants. Il faut à cet égard étendre à grande échelle ce qu'a mis en route Michel Delebarre en subordonnant l'octroi d'aides de l'État aux entreprises à des progrès significatifs en ce sens.

L'Europe, ensuite. Les pays d'Europe ont en commun le progrès technologique, un haut niveau de protection sociale et le respect des droits de l'homme. Ils restent souvent paralysés par des divisions désuètes, même si, dans le domaine de la recherche, François Mitterrand est parvenu à les mobiliser autour des projets « Esprit » et « Eurêka ». Si l'Europe politique n'avance pas à pas de géants dans les cinq années qui viennent, si la monnaie européenne n'est pas demain dans nos poches, si nous n'« européanisons » pas nos universités, le déclin – inscrit dans les courbes de la démographie – sera inéluctable. Les premiers à y perdre seraient les peuples du tiers monde qui, las de devoir s'affilier à l'Est et à l'Ouest, aspirent à une logique Nord-Sud qui ne peut s'appuyer que sur une Europe solidaire.

Les droits de l'homme, enfin. Face à Le Pen et à ceux qui, au RPR et à l'UDF, reprennent, un ton au-dessous, les mêmes arguments sur l'immigration, il n'est pas d'autre risposte que de « parler vrai ». Chercherait-on à rapprocher notre discours du leur qu'on ne convaincrait ni leurs partisans ni les nôtres... Alors, affirmons que les discours assimilant systématiquement immigration et insécurité sont contraires aux statistiques de la délinquance. Affirmons que les immi-

En face, les hommes politiques « libéraux » nous expliquent que le jeu du marché produit naturellement la répartition optimale des biens, du pouvoir et des savoirs au sein du corps social. Il y a là un pur idéalisme que, bizarrement, la plupart des élus qui se réclament de cette doctrine évitent de mettre en œuvre dans leurs municipalités. Mais surtout, cette doctrine est destructrice de la notion même de projet politique. Lorsque M. Alain Madelin écrit : « Le marché est la seule méthode qui permet aux individus d'exprimer véritablement leur préférence » (Le *Figaro Magazine* du 5 avril 1985), il proclame la primauté du consommateur sur le citoyen. Dans un tel système, l'instance politique est une sorte de pis-aller voué à servir de mauvais palliatif lorsque le marché est en panne.

En définitive, c'est toute une conception de l'homme et de la société qui sera – aussi – l'enjeu des élections de mars prochain.

** Député du Loiret*

(1) Résolution du Congrès de Metz du PS en 1979.

grès ne sont pas responsables du chômage, tout simplement parce que c'est vrai. Il ne fait aucun doute personne que les flux doivent maîtrisés en même temps que doivent être recherchées les voies d'une meilleure intégration. Mais mettons en garde ceux qui prêchent les solutions radicales : il n'est pas possible – ni souhaitable – de transformer la France en bunker; il est plus efficace et plus réaliste de maîtriser les flux dans les deux sens par une politique d'immigration plus étroitement liée à la politique de coopération.

Mais, surtout, les socialistes devront se battre « projet contre projet », pour reprendre l'expression de Lionel Jospin.

Notre projet, la « société mixte », n'est pas le bricolage idéologique de l'heure. Ce n'est pas la simple juxtaposition de morceaux de libéralisme et de lambeaux de socialisme. C'est l'affirmation qu'aucune société ne peut être à la fois libre et solidaire si plusieurs principes n'y sont pas mis en œuvre : le jeu du marché et de la concurrence; l'action et la régulation des pouvoirs publics. C'est le seul projet susceptible de rassembler la majorité des Français.